

SITUATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Premier trimestre de l'année 2015

Entre le premier trimestre de l'année 2014 et celui de 2015 :

- L'économie marocaine a créé 27 000 postes d'emploi, résultat d'une création de 45 000 postes en milieu urbain et d'une perte de 18 000 en milieu rural.
- Dans ce cadre, l'agriculture, forêt et pêche¹ a bénéficié de 14 000 emplois, l'industrie y compris l'artisanat² 9 000, les services³ 4 000 contre une performance nulle dans le BTP.
- Avec une baisse de 34 000 personnes, 12 000 en milieu urbain et de 22 000 en milieu rural, le volume global du chômage a atteint 1 157 000 personnes au niveau national.
- Le taux de chômage est ainsi passé, de 10,2% à 9,9% au niveau national, de 14,6% à 14,3% en milieu urbain et de 5,1% à 4,7% en milieu rural. Parmi les hommes, il est passé de 9,8% à 9,4% et parmi les femmes, il s'est maintenu à 11,3%.
- Le taux de sous-emploi, quant à lui, s'est accru de 0,4 point, passant de 9,5% à 9,9% au niveau national. Il est passé de 9,1% à 9,3% en milieu urbain et de 9,9% à 10,5% en milieu rural.

Légère baisse des taux d'activité et d'emploi

Avec 11 670 000 personnes, la population active âgée de 15 ans et plus a baissé, entre les premiers trimestres de 2014 et 2015, de 0,1% au niveau national (-0,7% en milieu rural et +0,5% en milieu urbain). La population en âge d'activité s'est accrue, quant à elle, de 1,5%. Ainsi, le taux d'activité est passé, entre les deux périodes, de 47,7% à 47%, enregistrant une diminution de 0,7 point.

En matière d'emploi, 58 000 postes d'emploi rémunérés ont été créés au cours de la période, 49 000 postes en milieu urbain et 9 000 en milieu rural. L'emploi non rémunéré, composé d'environ 98% d'aides familiales, a en revanche enregistré une baisse de 31 000 postes, 4 000 en zones urbaines et 27 000 en zones rurales.

A l'exception du secteur des BTP dont le volume d'emploi a stagné, tous les autres secteurs ont vu leur volume d'emploi augmenter

Le secteur de l'agriculture, forêt et pêche¹ a créé 14 000 emplois (+0,4% du volume d'emploi du secteur) contre une création de 53 000 postes l'année dernière et une perte de 106 000, comme moyenne annuelle, au cours de la période 2011-2013.

Le secteur de l'industrie² qui comprend aussi l'artisanat a connu la création de 9 000 postes (+0,8%), dont environ 8 000 par la branche des "industries extractives", contre une création annuelle moyenne de 5 000 emplois au cours des trois dernières années.

Le secteur des services³ a créé 4 000 postes d'emploi (+0,1%) contre une création annuelle moyenne de 128 000 au cours des trois dernières années.

Le secteur des BTP a, au contraire, connu une stagnation de son volume d'emploi, après une perte annuelle moyenne de 37 000 postes durant les trois dernières années.

Quelques indications sur la qualité de l'emploi

Il ressort de l'analyse des principales caractéristiques de la population active occupée que :

- 61,8% des actifs occupés sont sans diplôme, 26% ont un diplôme de niveau moyen¹ et 12,2% un diplôme de niveau supérieur². Selon le secteur d'activité, la part des actifs occupés n'ayant aucun diplôme est de 43,3% dans les services, 49,2% dans l'industrie, 66,4% dans les BTP et de 84,4% dans l'agriculture, forêt et pêche ;
- le taux de participation des femmes à l'emploi est de 21,3% au niveau national, 13,8% en milieu urbain et 33,2% en milieu rural ;
- 9,9% des actifs occupés sont sous-employés avec quelques disparités entre les secteurs d'activité :
 - 16,6% dans les bâtiments et travaux publics ;
 - 10% au niveau de l'agriculture, forêt et pêche ;
 - 9,1% dans les services ;
 - 7,5% au niveau du secteur de l'industrie y compris l'artisanat ;
- près de deux emplois salariés sur trois (62,3%) sont sans contrat de travail, notamment dans le secteur de l'agriculture, forêt et pêche¹ ou cette proportion atteint 90% ;
- l'emploi non rémunéré représente 20,6% de l'emploi au niveau national et 38% en milieu rural ;
- 8,1% des actifs occupés sont soit occasionnels soit saisonniers ;
- près de huit actifs occupés sur dix (78,5%) ne disposent pas de couverture médicale, 93% en milieu rural et 64,6% en milieu urbain. Parmi les salariés, cette proportion est de 58% au niveau national, 79,5% en milieu rural et 49,8% en milieu urbain ;
- près du quart (22,5%) des actifs occupés et 35% dans le secteur des BTP expriment le désir de changer d'emploi. Les raisons évoquées portent principalement sur la rémunération pour 70,5%, les conditions de travail pour 10,2%, la stabilité pour 9,1% et un emploi plus adéquat à la formation reçue pour 4,5% ;
- 1,7% des salariés au niveau national et 2,2% en milieu urbain déclarent avoir bénéficié d'une formation, prise en charge par l'employeur, au cours des 12 derniers mois ;
- 50% des actifs occupés réussissent à concilier leur vie privée et leur vie professionnelle, 30% avec difficultés, 16% avec beaucoup de difficultés et 4% n'y arrivent pas malgré tous les efforts déployés ;
- près 3% des actifs occupés sont affiliés à une organisation syndicale ou professionnelle, 5,6% en milieu urbain et moins de 1% en milieu rural. Parmi les salariés, cette proportion atteint près de 6% au niveau national, 9% en milieu urbain et moins de 2% en milieu rural.

Situation, évolution et principales caractéristiques du chômage

Avec une baisse de 34 000 chômeurs, 12 000 en milieu urbain et 22 000 en milieu rural, la population active en chômage est passée, entre le premier trimestre de l'année 2014 et celui de 2015, de 1 191 000 à 1 157 000 chômeurs, enregistrant une baisse de 2,9% au niveau national. Le taux de chômage est ainsi passé, entre les deux périodes, de 10,2% à 9,9% au niveau national, de 14,6% à 14,3% en milieu urbain et de 5,1% à 4,7% en milieu rural.

Les baisses les plus importantes du taux de chômage ont été relevées parmi les adultes âgés de 35 à 44 ans (-1 point) et les personnes n'ayant aucun diplôme (-0,5 point).

¹ Les diplômes de niveau moyen regroupent les certificats de l'enseignement primaire, ceux du secondaire collégial et les diplômes de qualification ou de spécialisation professionnelle.

² Les diplômes de niveau supérieur regroupent les baccalauréats, les diplômes de techniciens ou de techniciens spécialisés et les diplômes d'enseignement supérieur (facultés, grandes écoles et instituts).

INDICATEURS TRIMESTRIELS D'ACTIVITE, D'EMPLOI ET DE CHOMAGE PAR MILIEU DE RESIDENCE⁽¹⁾

(les effectifs en milliers et les taux en %)

INDICATEURS	1 ^{er} TRIMESTRE 2014			1 ^{er} TRIMESTRE 2015		
	URBAIN	RURAL	ENSEMBLE	URBAIN	RURAL	ENSEMBLE
ACTIVITE ET EMPLOI (15 ANS ET PLUS)						
Population active	6 265	5 412	11 677	6 298	5 372	11 670
Taux de féminisation de la population active	22,5	31,4	26,6	22,0	31,6	26,4
Taux d'activité	42,2	56,3	47,7	41,6	55,5	47,0
— Selon le sexe						
• Hommes	67,7	79,8	72,4	67,2	78,4	71,6
• Femmes	18,4	34,3	24,6	17,7	34,0	24,0
— Selon l'âge						
• 15 - 24 ans	23,8	45,4	33,6	20,9	39,7	29,5
• 25 - 34 ans	57,6	62,2	59,4	58,0	64,3	60,5
• 35 - 44 ans	55,1	65,9	59,0	56,8	67,6	60,6
• 45 ans et plus	37,0	57,3	44,3	35,5	56,9	43,1
— Selon le diplôme						
• Sans diplôme	37,7	57,8	47,9	36,5	58,1	47,5
• Ayant un diplôme	46,3	51,5	47,5	45,9	47,6	46,3
Population active occupée	5 349	5 137	10 486	5 394	5 119	10 513
Taux d'emploi	36,0	53,5	42,9	35,6	52,9	42,3
Part de l'emploi rémunéré dans l'emploi total, dont :	95,9	61,6	79,1	96,0	62,0	79,4
— Salariés	66,2	41,3	56,7	69,0	42,7	59,0
— Auto-employés	33,8	58,7	43,8	31,0	57,3	41,0
Population active occupée sous employée	466	509	975	502	538	1 040
Taux de sous emploi	9,1	9,9	9,5	9,3	10,5	9,9
CHOMAGE						
Population active en chômage	916	275	1 191	904	253	1 157
Taux de féminisation de la population active en chômage	34,4	12,5	29,4	33,6	14,2	29,3
Taux de chômage	14,6	5,1	10,2	14,3	4,7	9,9
— Selon le sexe						
• Hommes	12,4	6,5	9,8	12,2	5,9	9,5
• Femmes	22,3	2,0	11,3	21,9	2,1	11,3
— Selon l'âge						
• 15-24 ans	36,7	9,9	20,2	39,1	10,0	21,3
• 25-34 ans	20,4	5,1	14,0	20,4	5,6	14,1
• 35-44 ans	8,3	3,8	6,5	7,3	2,7	5,5
• 45 ans et plus	4,4	2,2	3,4	4,8	1,7	3,4
— Selon le diplôme						
• Sans diplôme	7,6	3,7	5,2	7,4	3,0	4,7
• Ayant un diplôme	19,9	10,3	17,5	19,1	11,2	17,3

Source : Enquête nationale sur l'emploi, Haut Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

(1) Pour les définitions des concepts et indicateurs utilisés, se référer au glossaire disponible sur le site web du HCP : <http://www.hcp.ma>

Dépôt légal 96/159 - ISSN : 1113-738X

Direction de la Statistique



Rue Mohamed Belhassan El Ouazzani - Haut Agdal - Rabat
Tél. : 05 37 27 29 00 - Fax : 05 37 77 32 17 - E-mail : statquichet@statistic.gov.ma
www.hcp.ma

Ce bulletin est réalisé avec la collaboration de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur



NOTRE MONDE EST CAPITAL

Repères statistiques

Avril 2015 N° 209

Sommaire

- Prix..... 1
- Indicateurs économiques et financiers..... 2
- Les comptes nationaux trimestriels 4^{ème} trimestre 2014..... 3
- Situation du marché du travail 1^{er} trimestre 2015..... 4

BULLETIN MENSUEL

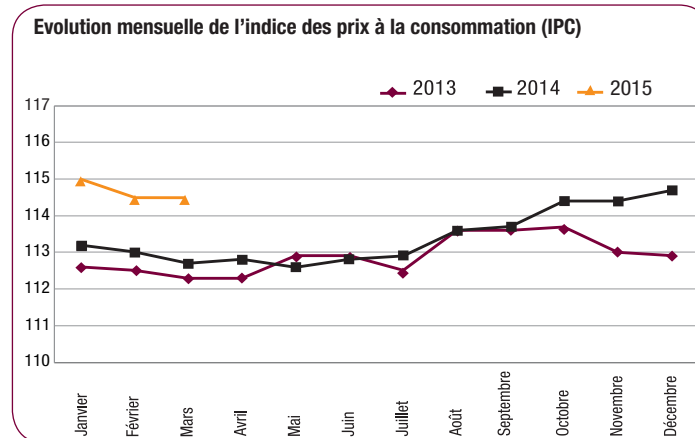
PRIX

Indice des Prix à la Consommation (Base 100 : 2006)

Evolution par division de produits

L'indice des prix à la consommation a connu, au cours du mois de mars 2015, une stagnation par rapport au mois précédent. Cette stagnation est le résultat de la baisse de 0,4% de l'indice des produits alimentaires et de la hausse de 0,3% de l'indice des produits non alimentaires.

Comparé au même mois de l'année précédente, l'indice des prix à la consommation a enregistré une hausse de 1,6% au cours du mois de mars 2015. Le taux d'accroissement de l'indice moyen des trois premiers mois de 2015, par rapport à celui de la même période de 2014, s'établit à +1,5%.



DIVISION DE PRODUITS	INDICES MENSUELS			INDICES DES TROIS PREMIERS MOIS		
	FEV. 2015	MARS 2015	VAR. %	2014	2015	VAR. %
Produits alimentaires	122,3	121,8	-0,4	120,1	122,5	2,0
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	122,5	121,9	-0,5	120,4	122,7	1,9
Boissons alcoolisées et tabac	118,3	118,3	0,0	116,3	118,2	1,6
Produits non alimentaires	109,0	109,3	0,3	107,9	109,1	1,1
Articles d'habillement et chaussures	112,7	112,4	-0,3	111,9	112,6	0,6
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	112,6	112,6	0,0	107,2	112,6	5,0
Santé	104,1	104,0	-0,1	105,4	104,0	-1,3
Transport	107,6	109,6	1,9	111,5	108,2	-3,0
Communication	59,5	59,5	0,0	59,5	59,5	0,0
Loisirs et culture	96,4	96,2	-0,2	96,5	96,3	-0,2
Enseignement	138,5	138,5	0,0	134,2	138,5	3,2
Restaurants et hôtels	121,3	121,5	0,2	119,0	121,3	1,9
Biens et services divers	113,9	114,0	0,1	113,2	113,9	0,6
Indice général	114,5	114,5	0,0	113,0	114,7	1,5

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

Evolution de l'IPC par ville

VILLE	INDICES MENSUELS			INDICES DES TROIS PREMIERS MOIS		
	FEV. 2015	MARS 2015	VAR. %	2014	2015	VAR. %
Agadir	112,4	112,5	0,1	111,8	112,6	0,7
Casablanca	117,1	117,1	0,0	114,9	117,3	2,1
Fès	114,6	114,6	0,0	114,0	114,8	0,7
Kénitra	114,1	114,4	0,3	112,4	114,4	1,8
Marrakech	114,2	114,2	0,0	113,4	114,3	0,8
Oujda	114,2	113,9	-0,3	113,0	114,1	1,0
Rabat	112,2	112,4	0,2	110,9	112,5	1,4
Tétouan	113,6	113,5	-0,1	111,9	113,6	1,5
Meknès	117,1	117,0	-0,1	114,5	117,0	2,2
Tanger	115,9	116,3	0,3	114,3	116,2	1,7
Laâyoune	114,2	114,3	0,1	112,4	114,4	1,8
Dakhla	114,4	115,1	0,6	111,6	114,6	2,7
Guelmim	113,6	113,4	-0,2	112,4	113,7	1,2
Settat	113,3	112,9	-0,4	112,8	113,6	0,7
Safi	110,4	110,2	-0,2	108,2	110,5	2,1
Beni-Mellal	113,0	112,9	-0,1	111,6	113,1	1,3
Al-Hoceima	114,3	114,3	0,0	113,1	114,5	1,2
Ensemble	114,5	114,5	0,0	113,0	114,7	1,5

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

Au cours du mois de mars de l'année 2015, les indices mensuels par ville ont connu, par rapport au mois précédent, les baisses les plus importantes à Settat avec 0,4%, à Oujda avec 0,3% et à Guelmim et Safi avec 0,2%. En revanche, des hausses ont été enregistrées à Dakhla avec 0,6%, à Kénitra et Tanger avec 0,3% et à Rabat avec 0,2%. Pour l'évolution interannuelle, l'IPC a enregistré au cours des trois premiers mois de 2015 par rapport à la même période de 2014 les hausses les plus élevées à Dakhla avec 2,7%, à Meknès avec 2,2%, à Casablanca et Safi avec 2,1%, à Kénitra et Laâyoune avec 1,8% et à Tanger avec 1,7%; et les moins élevées à Agadir, Fès et Settat avec 0,7% et à Marrakech avec 0,8%.

Evolution des variations interannuelles de 2013 à 2015

ANNEE	VARIATIONS EN %	
	MARS/MARS (1)	LES TROIS PREMIERS MOIS (2)
2013	2,2	2,4
2014	0,4	0,4
2015	1,6	1,5

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

(1) Variation de l'indice du mois courant par rapport au même mois de l'année précédente.

(2) Variation de l'indice moyen des trois premiers mois par rapport à celui de la même période de l'année précédente.

INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

Secteurs productifs

	2013	2014*	VAR.%
Fôrets			
Exploitation forestière : Production			
Bois d'œuvre (10 ³ m ³)	162	38	-76,5
Bois d'industrie (10 ³ m ³)	342	208	-39,2
Bois de feu (10 ³ stères)	440	217	-50,7
Liège de coupe	5	2	-60,0
Liège de reproduction	113	126	11,5
Liège de mâle	15	...	

Source : Haut Commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte contre la Désertification.

	Situation de janvier à février		
	2014	2015*	VAR.%
Energie			
Production nette d'électricité (GWh)	4 191	4 623	10,3
Pétrole mis en œuvre (milliers de tonnes)	1 125	628	-44,2
Bâtiment			
Consommation de ciment (milliers de tonnes)	2 168,7	2 221,2	2,4

Sources : ONEE, SAMIR et Association Professionnelle des Cimentiers du Maroc.

Echanges extérieurs

(En millions de dirhams)	Situation de janvier à février		
	2014*	2015*	VAR.%
Commerce Extérieur (FAB)			
Exportations	45 336	47 854	5,6
Biens	26 304	28 863	9,7
Services	19 032	18 991	-0,2
dont : voyages	7 854	7 411	-5,6
Importations	66 657	57 365	-13,9
Biens	55 976	47 393	-15,3
Services	10 681	9 972	-6,6
Solde commercial	-21 321	-9 511	
Taux de couverture (en %)	68,0	83,4	
Recettes M.R.E.	8 834	9 494	7,5

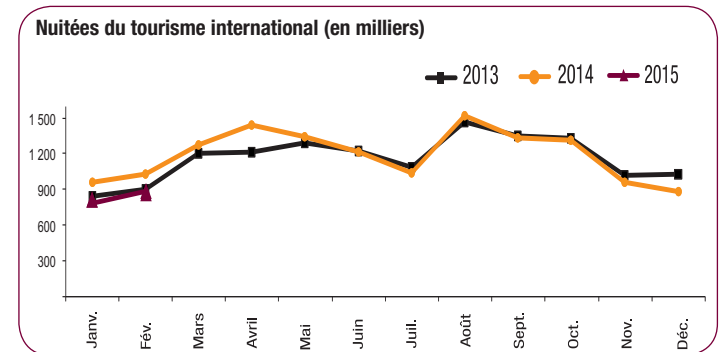
MRE : Marocains Résidant à l'Étranger

Source : Office des Changes.

Tourisme

	Situation de janvier à février		
	2014	2015	VAR.%
Nuitées globales dans les hôtels classés (en milliers)	2 700	2 481	-8,1
dont : nuitées du tourisme international (en milliers)	1 996	1 730	-13,3

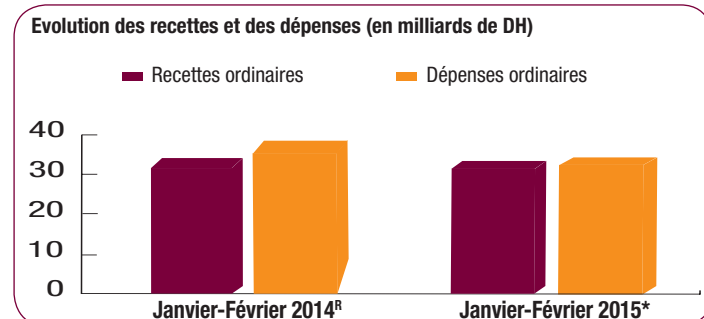
Source : Ministère du Tourisme.



Finances publiques

(En millions de dirhams)	Situation Janvier à février		
	2014 ^R	2015*	VAR.%
Recettes ordinaires	33 368	32 587	-2,3
Dépenses ordinaires	39 715	34 048	-14,3
Dette publique	3 669	3 299	-10,1
Investissement	12 498	12 250	-2,0
Solde des Comptes Spéciaux du Trésor	-126	307	
Déficit / Excédent global	-18 971	-13 404	

Source : Ministère de l'Economie et des Finances.

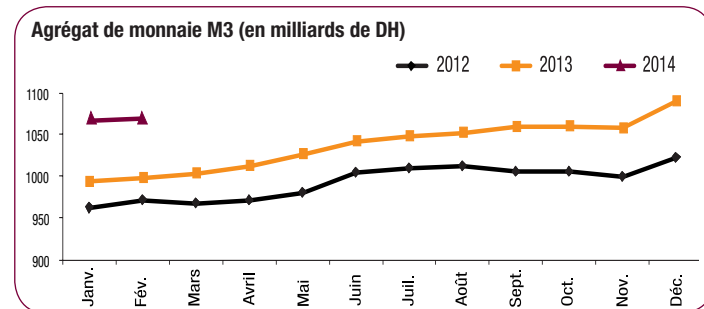


Monnaie

(En millions de dirhams)	Situation de janvier à février		
	2014 ^R	2015*	VAR.%
Agrégat de monnaie M3	998 236	1 074 053	7,6
Agrégats de placements liquides	412 319	490 695	19,0
Contreparties de la monnaie M3 ⁽¹⁾	998 236	1 074 053	7,6
Créances sur l'économie	834 222	883 550	5,9
Créances nettes sur l'administration centrale	146 650	147 414	0,5
Réserves Internationales Nettes	151 336	182 428	20,5
Ressources à caractère non monétaire	158 222	167 100	5,6
Autres contreparties de M3	24 251	27 762	14,5

(1) : Total des contreparties = Réserves Internationales Nettes + Créances nettes sur l'AC + Créances sur l'économie - Ressources à caractère non monétaire + Autres contreparties de M3

Source : Bank Al-Maghrib.



Marché de capitaux

	Situation au mois de février		
	2014 ^R	2015*	VAR.%
Bourse			
Volume des transactions (en millions de DH)	2 313	3 674	58,9
Capitalisation boursière (en millions de DH)	467 145	527 097	12,8
Indice MASI	9 442,36	10 460,62	10,8
Indice MADEX	7 686,07	8 577,13	11,6
O.P.C.V.M.	13 Mars 2015	10 Avril 2015	VAR.%
Nombre Actifs nets (en millions de DH)	391	397	1,5
	308 893	299 687	-3,0

OPCVM : Organisme de placement collectif en valeurs mobilières

Sources : Bourse de Casablanca et Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières.

* : Données provisoires

R : Données rectifiées

LES COMPTES NATIONAUX TRIMESTRIELS

Quatrième trimestre 2014

L'arrêté des comptes nationaux du quatrième trimestre 2014 fait ressortir une croissance économique de 1,8%, au lieu de 4,6% durant la même période de l'année 2013. Cette évolution est le résultat d'une baisse de la valeur ajoutée agricole de 1,4% après une hausse de 21,2% et d'une légère amélioration des activités non agricoles qui ont passé de 2% à 2,3%.

Dans ce contexte, à part l'industrie d'extraction qui a baissé de 2,8%, après une baisse de 6,6%, et les hôtels et restaurants qui ont baissé de 3,5% au lieu d'une hausse de 3,7%, toutes les autres activités ont affiché des augmentations :

- La pêche de 13,3% au lieu de 2,8% ;
- Les postes et télécommunications de 5,9% au lieu de 1,4% ;
- Les services de l'éducation, de la santé et de l'action sociale de 5,4% au lieu de 3% ;
- L'électricité et eau de 3% au lieu de 5,8% ;
- Le transport de 2,7% au lieu de 2,9% ;
- Les services rendus aux ménages et aux entreprises de 2,1% au lieu de 1,9% ;
- Les services rendus par l'administration publique générale et sécurité sociale de 2% au lieu d'une stagnation ;
- L'industrie de transformation de 1,6% au lieu de 2,3% ;
- Les services financiers et assurances de 1,5% au lieu de 0,6% ;
- Les bâtiments et travaux publics de 0,6% au lieu de 6%.

Aux prix courants, l'accroissement du PIB a été de 3,1%, dégageant ainsi une hausse de son prix implicite de 1,3% au lieu de 0,3%.

Au niveau des emplois du PIB en volume, la demande intérieure s'est accrue de 2,8% au lieu de 2,9% avec une contribution à la croissance de 3,5 points au lieu de 2,3 points. Dans ce cadre, les dépenses de consommation finale des ménages ont connu une hausse de 2,8% au lieu de 5,4% la même période de l'année précédente, contribuant ainsi pour 1,8 point à la croissance au lieu de 3,2 points. La consommation finale des administrations publiques a affiché une augmentation de 2,9%, avec une contribution à la croissance de 0,5 point, au même niveau de croissance et de contribution une année auparavant. De son côté, l'investissement brut (formation brute de capital fixe et variation de stocks) a marqué une augmentation de 2,5% au lieu d'une baisse de 1,8%, avec une contribution à la croissance de 1,2 point au lieu d'une contribution négative de 1,4 point, durant le même trimestre de l'année précédente.

Les échanges extérieurs nets, de leur côté, ont contribué négativement à la croissance avec 1,7 point au lieu d'une contribution positive de 2,3 points. Cette détérioration est le résultat d'une augmentation de 3% des importations des biens et services au lieu d'une baisse de 0,2% une année auparavant et d'une diminution de 0,8% des exportations au lieu d'une hausse de 6,1%.

Durant ce trimestre, le revenu national brut disponible a baissé de 0,4% après avoir augmenté de 7,5% le même trimestre de l'année 2013 et l'épargne nationale, qui était de 28,8% du PIB, a baissé à 24,7%.

Emplois de biens et services aux prix de l'année précédente chaînés base 1998 (en glissement annuel)

(En millions de Dh)	4 ^{ème} trim. 2013	4 ^{ème} trim. 2014	Glissement annuel en %
Dépenses de consommation finale des ménages	108 437	111 527	2,8
Dépenses de consommation finale des Administrations publiques	28 915	29 754	2,9
Formation brute de capital	51 684	52 976	2,5
Exportations de biens et services	57 479	57 017	-0,8
Importations de biens et services	62 620	64 519	3,0

Revenu national brut disponible et épargne nationale brute aux prix courants (CVS)

(En millions de Dh)	4 ^{ème} trim. 2013	4 ^{ème} trim. 2014	Glissement annuel en %
Revenu national brut disponible	237 671	236 786	-0,4
Épargne nationale brute	63 912	56 477	-11,6

Valeurs ajoutées (cvs) aux prix de l'année précédente chaînés base 1998 par branche d'activité (en millions de dh)

Secteur/Branche	4 ^{ème} trimestre 2013	4 ^{ème} trimestre 2014	Glissement annuel
Secteur agricole	29 637	29 236	-1,4
Secteur non agricole	130 737	133 729	2,3
Pêche	1 194	1 353	13,3
Industrie d'extraction	3 179	3 091	-2,8
Industries de transformation	22 472	22 828	1,6
Electricité et eau	5 930	6 108	3,0
Bâtiment et travaux publics	8 438	8 489	0,6
Commerce	17 587	17 921	1,9
Hôtels et restaurants	3 183	3 073	-3,5
Transports	9 005	9 252	2,7
Postes et télécommunications	15 507	16 422	5,9
Activités financières et assurances	9 569	9 713	1,5
Services rendus aux entreprises et services personnels	18 711	19 104	2,1
Administration publique générale et sécurité sociale	13 761	14 036	2,0
Education, santé et action sociale	14 395	15 175	5,4
Branche fictive	-7 998	-7 950	
Impôts sur les produits nets des subventions	22 065	22 596	2,4
Produit intérieur brut en volume	182 178	185 404	1,8
PIB hors agriculture	152 338	155 842	2,3
Produit intérieur brut en valeur	221 654	228 566	3,1

cvs : corrigées des variations saisonnières

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Comptabilité Nationale).

Evolution du PIB et de ses composantes (en %)

